

Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 21/09/2017 au 27/09/2017

Mexique

2016 – PIB : 1046 Mds USD | Pop : 127 M hbts

Relations Mexique / Etats-Unis

La troisième ronde de négociation de l'ALENA, qui s'est déroulée du 23 au 27 septembre 2017 au Canada a permis la finalisation du seul chapitre sur les PME, tandis que les chapitres plus épineux tels les conditions de travail ou les règles d'origine n'ont toujours pas connu d'avancée significative. Le Mexique a par ailleurs refusé catégoriquement la demande faite par les Etats-Unis lors de cette ronde de quotas saisonniers pour certaines cultures, soulignant qu'il s'agissait pour le Mexique d'une ligne rouge. Les États-Unis souhaitent par exemple réguler les échanges avec le Mexique de fraises et de baies lorsque l'état de Géorgie sera en période de récolte. Les représentants mexicains ont dénoncé cette mesure qui revient à mettre en place des barrières commerciales, contre les principes de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), et préjudiciable pour les exportations mexicaines.

Les Etats mexicains frontaliers de Chihuahua, Basse-Californie, Coahuila, Nuevo León et Tamaulipas seraient les plus affectés par une sortie des Etats Unis de l'ALENA. En effet, ces Etats représentent plus de 52% des exportations nationales, dont plus de 80% sont dirigés vers les Etats-Unis (ces taux atteignent même les 92,3% et 91,1% dans le cas du Tamaulipas et du Chihuahua par exemple). La Banque Mondiale et la Banque Interaméricaine de développement ont conclu qu'une diversification des partenaires commerciaux et des secteurs d'activités étaient essentielle pour le pays, que la renégociation de l'ALENA aboutisse sur un accord ou non.

L'organisation des éleveurs de porcs mexicains (OPORPA) a déposé, auprès de l'Unité des Pratiques Commerciales Internationales (UPCI), une accusation de dumping contre les importations américaines et canadiennes de jambons et épaules de porc. Le président de l'OPORPA, Heriberto Hernández Cárdenas, a indiqué que les produits de porcs nationaux couvraient 85% du marché en 1994, contre 60% actuellement ; les importations s'élèvent à 1,2Mds USD* alors que les exportations sont de 432 MUSD*, portant le déficit mexicain à 832 MUSD*.

Le président de la Fédération Mexicaine du Lait (FEMELECHE), dont le président Vicente Gómez Cobos participe aux tables rondes de la négociation de l'ALENA, a indiqué que le Mexique ne souhaite pas ouvrir dans l'immédiat son secteur laitier. Par ailleurs, il souhaite que le gouvernement mexicain demande une égalité des conditions pour le secteur laitier entre les trois pays, car les gouvernements des États-Unis et du Canada interviennent dans la fixation du prix du lait, contrairement au Mexique.

Economie

La Banque centrale a maintenu son taux directeur inchangé à 7%. L'institution a souligné que l'inflation semblait avoir atteint son pic au mois d'août et amorcer une trajectoire à la baisse.

Au cours de la première quinzaine de septembre 2017, l'inflation a atteint 6,53% (g.a.) par rapport à la même période 2016. Il s'agit d'une décélération par rapport à la quinzaine précédente, où le taux d'inflation annuel s'élevait à 6,74% (g.a.). Les augmentations de prix les plus importantes ont été enregistrées sur les fruits et légumes (+19,26% g.a.) ainsi que sur les prix de l'énergie (+14,96% g.a.).

En juillet, la croissance de l'activité économique s'est élevée à 1,3% (g.a.) (série désaisonnalisée). Les secteurs tertiaire et primaire ont progressé de 2,7% (g.a.) et 2,4% (g.a.) respectivement, tandis que l'activité secondaire a enregistré une chute de 1,5% (g.a.) par rapport à juillet 2016.

L'agence Moody's a pour le moment maintenu ses prévisions de croissance pour 2018 (entre +2,1% et +2,5% g.a.) malgré le séisme, jugeant que la diversification de l'économie, le redressement fiscal et les différents marqueurs économiques rendent l'économie mexicaine résistante à l'impact des catastrophes naturelles. Toutefois, l'agence a souligné que la croissance du PIB 2017 pourrait être légèrement plus faible que prévu : les désastres naturels ayant

*Taux de change au 27 septembre 2017 : 1 USD = 18,13 pesos MXN

touché le Mexique ces dernières semaines auraient réduit la consommation et affaibli les industries, tout en déséquilibrant la dépense publique qui est redirigée en urgence vers les opérations de sauvetage et les travaux. La croissance pourrait toutefois être plus importante que prévu en 2018, stimulée par la reconstruction.

Les colonias ayant été les plus affectées par le tremblement de terre du 19 septembre, dont par exemple Narvarte, Condesa, Roma Norte et Del Valle Norte, **pourraient enregistrer une baisse du prix de l'immobilier comprise entre 25% et 30% au cours des trois mois à venir**. Cette baisse, qui pourrait n'être que de court terme, serait favorisée par l'augmentation des logements vides.

Selon l'INEGI, le taux de chômage a atteint à l'échelle nationale un niveau de 3,3% en août 2017, chiffre similaire au mois précédent mais en baisse face au même mois de 2016, où il était de 3,7%. Le taux de sous-emploi s'est par ailleurs réduit, passant de 8,3% en août 2016 à 6,8% en août 2017. En ce qui concerne le taux de travail informel, il a baissé de 0,8 pp par rapport à août 2016, et s'élève désormais à 57%.

Le Mexique a enregistré un déficit commercial de 2,732 Mds USD* au mois d'août 2017 selon les données de l'INEGI, portant le déficit à 7,2 MUSD* sur les huit premiers mois de l'année, des résultats meilleurs qu'anticipés. La valeur mensuelle des **exportations de marchandises s'est élevée à 35,8 Mds USD***, soit +10,3% (g.a.), dont 1,8 Mds USD* d'exportations pétrolières (+4,1% g.a.). Les exportations automobiles ont enregistré une hausse importante, de 15,6% (g.a.). **Les importations ont atteint une valeur de 38,5 Mds USD***, soit un accroissement annuel de 12,2% (g.a.), impulsé notamment par l'augmentation de 44,5% (g.a.) des importations pétrolières.

La demande globale mexicaine a connu une expansion relativement modérée au second trimestre 2017, s'élevant à 0,2% (contre 2% au premier semestre 2017, en série ajustée des variations saisonnières). Cette faible croissance est principalement due à une contraction trimestrielle des exportations de biens et de services de l'ordre de 2,3% ; ainsi qu'à une stagnation de l'investissement fixe brut et des dépenses publiques, que n'a pas compensé la croissance de la consommation privée (+1,3% trimestriel).

Pemex a annoncé une baisse de la production pétrolière en août 2017, avec 1,930 M de barils produits, soit une chute mensuelle de 2,8% par rapport au mois de juillet 2017 et une baisse de 10% (g.a.) par rapport à août 2016. Les exportations de pétrole ont également diminué de 6,4% en août 2017 par rapport au mois précédent. Cette baisse est néanmoins en partie compensée par l'augmentation du prix du pétrole, qui a atteint les 48,75 USD* par baril.

Dans le classement sur la compétitivité du Forum Economique Mondial (WEF), le Mexique a conservé la 51^{ème} place sur 137 pays qu'il avait obtenue en 2016. Les principaux obstacles à une meilleure compétitivité soulignés par le Forum incluaient la corruption, la violence, l'inefficacité bureaucratique et le difficile accès au financement. Toutefois, cette position illustre cependant une amélioration depuis le début du mandat d'Enrique Peña Nieto.

Selon l'INEGI, l'insécurité et les délits commis au Mexique représentent un coût total de 229,1 Mds de pesos (12,64 Mds USD*), ce qui équivaut en moyenne à 5647 pesos par habitant. Ce coût est néanmoins en baisse depuis 2012 où il s'élevait à 249,3 Mds de pesos, soit 1,34% du PIB national. Quant à la perception de l'insécurité, environ 61,1% de la population de plus de 18 ans estime que l'insécurité et la délinquance comme le premier problème de leur Etat, d'après un rapport de la ENVIPE.

La Commission Nationale des Banques et Valeurs (CNBV) mexicaine a autorisé l'entrée en opération de la banque coréenne KEB au Mexique. Elle fournira des services financiers aux entreprises, notamment en matière de commerce international. Le nombre total de banques opérant au Mexique s'élève désormais à 53, dont 32 nationales et 21 étrangères.

Le Mexique souhaite accréditer l'appellation d'origine *piment Habanero* auprès de l'Entité Mexicaine d'Accréditation (EMA) afin de protéger ce produit, copié en Chine. Ce serait la 4^{ème} appellation d'origine accréditée par l'EMA, après la Téquila, le Mezcal et la Talavera.

Finances publiques

Le coût de la reconstruction du séisme du 19 septembre devrait atteindre 37,5 Mds de pesos (environ 2 Mds USD*) selon les estimations du gouvernement mexicain. 54 Mds de pesos (environ 3 Mds USD) sont disponibles

*Taux de change au 27 septembre 2017 : 1 USD = 18,13 pesos MXN

à travers des fonds publics fédéraux et étatiques. A ces ressources s'ajoutent les contributions des partis politiques, des fonds privés, à l'image du fonds créé par le Consejo Coordinador Empresarial (CEE), ainsi que les dons de la communauté internationale, en provenance de plusieurs Etats (Etats-Unis, Chine, Vatica,...) ou d'organisations internationales et régionales comme l'UNICEF et la Banque Interaméricaine de Développement (BID).

La Chambre des Députés ont annoncé que l'un des principaux thèmes qui devraient figurer sur leur agenda concernerait la création d'un fond de reconstruction d'au moins 50 Mds de pesos (2,8 Mds USD*) après les séismes du 7 et 19 septembre, reconnaissant également la nécessité de consolider l'aspect social de la proposition de budget pour l'année à venir. L'augmentation du Fond National pour les Catastrophes Naturelles de 15 Mds de pesos (840 MUSD*).

Entreprises et grands contrats

La commission Nationale d'Hydrocarbures (CNH) a initié lundi 25 septembre la signature de contrats de production partagée pour les régions d'exploitation définies par le premier appel d'offres de la seconde ronda énergétique. Près de 8,2 Mds USD* d'investissement sont espérés pendant la période de validité des contrats, et leur réalisation devrait, selon la CNH, générer plus de 82 000 emplois directs. Parmi les entreprises signataires figurent DEA Deutsche, Eni et Citla Energy.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau au 06/09/2017
Bourse (IPC)	-0,81%	+4,66%	49 954,41
Risque pays (EMBI+Mx)	+0,55%	-18,47%	181
Taux de change USD/Peso	+2,43%	-7,03%	18,13
Taux de change Euro/Peso	+0,22%	-2,94%	21,30
Prix du baril de pétrole (USD)	+2,09%	+31,85%	49,80

AMERIQUE CENTRALE

2016 – PIB : 244,7 Mds USD | Pop : 42 M hbts

Guatemala

2016 – PIB : 68,8 Mds USD | Pop : 16,3 M hbts

Le Ministère de Finances Publiques (Minfi) et la Banque Interaméricaine de Développement (BID) négocient un prêt de 75 MUSD visant à aider le développement commercial dans la région. Ces fonds permettraient notamment d'améliorer les postes de frontières, comme cela a été fait au Nicaragua et au Costa Rica (qui ont respectivement reçu 60 et 100 MUSD de la part de la BID). Au Guatemala, la BID est actuellement impliquée sur 11 projets pour un montant total de 436,79 MUSD.

Le poids du secteur informel a atteint 70,2% de l'économie au premier trimestre 2017. Au total, 4,586 millions de personnes participent au secteur informel (sur 6,5 M d'actifs), soit 2,6% de plus en relation avec la population de 2016. Près de 40% de ces emplois concernent le secteur agricole, de l'élevage et de la pêche. L'étude récemment réalisée par l'Enquête Nationale d'Emploi et de Revenus (ENEI) souligne que seule 1 femme issue du milieu rural sur 10 avait accès à un emploi formel, en faisant la catégorie de la population la plus discriminée du secteur formel.

*Taux de change au 27 septembre 2017 : 1 USD = 18,13 pesos MXN

L'agence de notation Moody's a amélioré la qualification de la dette publique du Honduras, passée de B2 à B1, suite à la stabilisation de la dette effectuée par le gouvernement hondurien, et du fait des conditions institutionnelles et économiques qui soutiennent la discipline fiscale.

Le Honduras est la seconde économie la plus dynamique d'Amérique centrale après le Nicaragua, d'après l'Indice Mensuel d'Activité Economique (IMAE) publié en juin 2017 par le Secrétariat Exécutif du Conseil Monétaire Centraméricain (Secma). Ce dynamisme du Honduras est principalement dû au secteur agricole, à l'industrie manufacturière, à l'intermédiation financière et à la construction.

Le président Daniel Ortega a annoncé que le Nicaragua signera l'Accord de Paris. En 2015, le pays avait d'abord rejeté la proposition en affirmant douter des possibilités de réalisation concrète de la proposition. Ortega revient aujourd'hui sur sa décision par « solidarité pour les pays vulnérables au changement climatique ».

Le Nicaragua investit 1,4 MUSD dans le port de Corinto, l'objectif étant de décongestionner le trafic et de faciliter le stationnement des camions (en agrandissant l'embarcadère). En juin dernier, l'entreprise portuaire nationale (EPN) a déclaré que la concession de Corinto intéresserait des entreprises d'origines diverses : colombienne, mexicaine, française et arabe.

Au 1^{er} semestre, alors que les bénéfices augmentent, les actifs et passifs du centre bancaire international (CBI) connaissent une légère baisse. Les bénéfices s'élèvent à 930 M USD, soit une hausse de 14,4% par rapport aux résultats du 1^{er} semestre 2016. Le système bancaire national connaît des gains de 741 M USD (+18,9% en g.a.). Les actifs du CBI atteignent 118,768 Mds USD, fin juin, soit une réduction de -0,1% en g.a. Cela s'explique par une réduction des crédits externes notamment pour la Colombie, le Pérou et le Brésil. En revanche, au niveau local la demande de crédit au secteur privé a augmenté de 8,5%. Enfin, les passifs diminuent de 0,5% en g.a. pour atteindre 84,842 Mds USD. Pour le système national les passifs ont baissé de 0,3%. Les dépôts locaux n'ont augmenté que 2% mais les dépôts externes ont diminué de 6%.

Tocumen S.A. recherchera 225 M USD sur le marché international afin de répondre aux besoins de l'aéroport international de Tocumen, dont la construction d'une 3^{ème} piste d'atterrissage et un système d'alimentation en carburant installé en mer. Le Terminal 2, construit par Odebrecht, a progressé de 75% et devrait entrer en opération en octobre 2018. Une fois le terminal inauguré, l'entreprise devra émettre de nouvelles obligations de dette. Tocumen a déjà émis pour 1,275 Md USD de dette.

Les revenus salvadoriens issus des transferts de migrants (*remesas*) ont atteint les 3,28 Mds USD sur la période janvier-août 2017, une augmentation de 10,4% (g.a.) par rapport à la même période 2016.

Le Salvador se situe au dernier rang régional en termes d'investissements. Le Salvador a cependant su retenir l'attention d'investisseurs : Millicom (l'opérateur téléphonique de TIGO) a annoncé un investissement de 220 MUSD afin de développer le réseau 4G, le nord-américain Nike investira 40 MUSD pour l'ouverture d'un centre logistique dans le nord du pays, l'entreprise française NEOEN a lancé un projet de 200 MUSD pour la construction d'une centrale photovoltaïque, etc...

Les dégâts causés par l'ouragan Maria dans les Caraïbes s'élèveraient à 45 Md USD selon Enki Research (dont au moins 30 Md USD à Porto Rico). Ouragan de catégorie 5 quand il passe sur la Dominique, le bilan des victimes s'élève

*Taux de change au 27 septembre 2017 : 1 USD = 18,13 pesos MXN

à 14. 95% des toits sont endommagés et le secteur agricole vital pour l'île est détruit. En République dominicaine, près de 3 000 maisons sont touchées, plus de 9 300 personnes ont dû se rendre dans les refuges et des villes sont toujours sans électricité. Plus de deux mois restent dans la saison des ouragans de l'Atlantique (juin – novembre), mais cette saison s'annonce déjà comme l'une des plus coûteuses, notamment pour les compagnies d'assurance.

Anguilla et Antigua et Barbuda ont reçu une subvention de la Banque centrale des Caraïbes orientales de 1 M EC\$ (370 370 USD). Ces 2 pays ont été fortement touchés par Irma, la subvention de la Banque viendra soutenir les efforts de secours humanitaires et le rétablissement rapide des pays.

La Dominique recevra 19,3 M USD du mécanisme d'assurance contre les risques liés aux catastrophes dans les Caraïbes (CCRIF), afin de fournir rapidement des liquidités au gouvernement suite à l'ouragan Maria. Ce paiement ramènera le montant total de la CCRIF à 50,7 M USD pour la saison 2017 des ouragans de l'Atlantique. De plus, la Banque caribéenne de développement octroi à l'île une subvention de secours d'urgence de 200 000 USD pour couvrir les coûts liés aux évaluations des dommages et à l'approvisionnement des fournitures de secours. La Dominique est également éligible à recevoir un prêt de réponse immédiate jusqu'à 750 000 USD.

Haïti

2016 – PIB : 8 Mds USD | Pop : 10,8 M hbts

30,8% de recettes supplémentaires durant l'exercice 2017-2018. Le Projet de loi de finance qui vient d'être publié contemple des recettes de 93,44 Mds GDES (1,5 Md USD) pour le prochain exercice, dont 65,31 Mds GDES (1 Md USD) d'impôts indirects (+38%), notamment sur les produits pétroliers, 14,1 Mds GDES (224 MUSD, +422%).

République Dominicaine

2016 – PIB : 71 Mds USD | Pop : 10,6 M hbts

Les dégâts provoqués par les phénomènes naturels pourraient atteindre 1,68 Mds USD (2,7% du PIB) durant les 20 prochaines années. La Banque Mondiale dans son rapport sur la « Gestion financière et assurance du risque des désastres en République dominicaine », estime qu'actuellement, le préjudice annuel moyen associé aux risques naturels, surtout les inondations, est de 420 MUSD (0,7% du PIB). Dans les cas extrêmes, comme les ouragans, les dommages pourraient atteindre 1,997 Mds USD (3,3% du PIB). Le PLF dominicain prévoit 594 MDOP (12 MUSD) en 2017 pour répondre aux besoins en cas de désastres naturels.

Les transferts de fonds de la diaspora augmentent de 11,8% sur les 7 premiers mois et atteignent 3,43 Mds USD. Selon la Banque centrale, les deux principaux pays émetteurs sont les Etats-Unis avec 72,6% en 2017 contre 66,45% en 2010, et l'Espagne, avec 14,7%. L'Italie, Haïti et la Suisse représentent un total de 4%.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

*Taux de change au 27 septembre 2017 : 1 USD = 18,13 pesos MXN